

Pourquoi la reconstruction tarde à venir ?

Opinions (/debats/opinions)

Une opinion de Marc MAESSCHALCK, centre de philosophie du Droit, UCL

Publié le 20-01-11 à 07h41 - Mis à jour le 20-01-11 à 09h23



Le 16 janvier devait avoir lieu le 2e tour des élections présidentielles et législatives en Haïti. Le processus est bloqué ! Les Etats-Unis sont favorables à l'annulation du scrutin du 28 novembre 2010. La situation est délétère. Selon l'OMS, l'épidémie cholérique n'a pas encore atteint son pic. Le processus de reconstruction en est toujours aux balbutiements. Eléments d'explication d'une crise prévisible, mais pas inévitable.

Ceux qui considèrent Haïti de manière fataliste doivent quand même se demander avec quelle énergie cette population parvient à résister, comment elle est parvenue seule à envoyer un processus électoral qui allait reconduire l'oligarchie corrompue et comment elle a pu obtenir la vérité sur les négligences onusiennes à l'origine de l'épidémie de choléra. Cette population est abandonnée aux hasards des conjonctures et des actes de bonne volonté, alors que les acteurs impliqués (et premiers bénéficiaires de la solidarité internationale) se rejettent continuellement la responsabilité: gouvernement, Onu, OEA, OMS, ONG, pays donateurs et amis, société civile locale, partis politiques, organisations populaires, c'est à qui dénoncera les autres sans jamais commencer par l'autocritique. Or, seule une volonté de coopération entre les secteurs concernés peut mettre un terme au chaos que tous alimentent à leur façon actuellement aux dépens de la population.

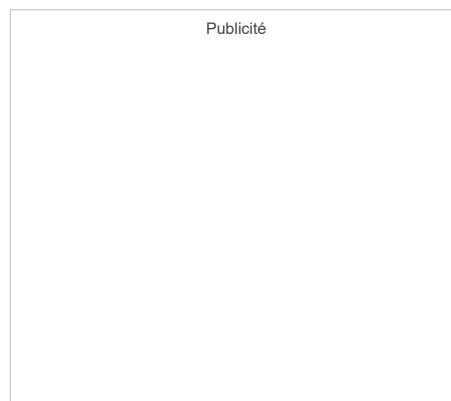
PUBLICITÉ



Il aura donc fallu un an à la communauté internationale et une épidémie de choléra qui a déjà tué plus de 3 650 personnes et en touche plus de 170 000 pour admettre les impasses d'une logique de substitution. Se substituer à un Etat pour se lancer dans un programme de reconstruction est une stratégie vouée à l'échec. Pourtant, depuis le terrible 12 janvier 2010, un essaim d'ONG en tout genre s'est abattu sur Haïti. Sans coordination générale, sans cahier de charge, à l'image du chaos ambiant, tout le monde s'est mis au travail, en privilégiant d'abord l'urgence. Mais dans un pays où toutes les structures sont déficientes depuis plus de dix ans, que peut signifier une stratégie d'urgence, menée par des acteurs connaissant mal le terrain, soucieux d'afficher des résultats rapides pour leurs donateurs et de se réserver une part du marché futur de la reconstruction ? La stratégie d'urgence est donc venue ajouter un deuxième chaos au chaos : qui fait 300 m d'égouts ici, qui fait 100 abris d'urgence là-bas, qui amène à manger à tel camp de tentes, qui s'occupe des latrines de l'autre ? Les pratiques sauvages d'amputation suite à une intervention médicale de nouveau mal coordonnée ont entraîné des besoins supplémentaires qui ont pris le dessus dans une logique inavouée de réparation. En fait, les uns et les autres ont mis en œuvre ce qu'ils savent le mieux faire - souvent appris dans des contextes de guerre - et ils ont négligé ce qui pourtant aurait dû s'imposer. Les humanitaires ont ainsi été pris de court par l'arrivée des pluies, puis surpris par l'épidémie de choléra...

Il ne faut pas pour autant jeter la pierre à ces acteurs qui travaillent tant bien que mal pour de maigres résultats jusqu'à présent. Ils seraient en droit d'attendre une meilleure gestion de la situation par une autorité politique qu'elle soit locale ou internationale. Or, à ce niveau aussi, c'est le chaos. Des élections étaient à l'horizon avant la catastrophe du 12 janvier 2010 et l'ONU, sur place depuis plus d'une décennie, avait laissé s'implanter un système de corruption décentralisée, excrément néfaste pour la population. Les monopoles accordés à des familles proches de la présidence sur les importations de biens de première nécessité ont rapporté énormément depuis la catastrophe. C'est la raison majeure qui a obligé les grands acteurs potentiels de la reconstruction, à commencer par les Etats-Unis, la France et le Canada, à temporiser pour trouver une issue politique au système de corruption. C'est sous la pression internationale que les élections ont finalement été fixées au 28 novembre 2010, et le deuxième tour devrait avoir lieu le 16 janvier 2011.

Avec un courage remarquable, dans une situation apocalyptique (en pleine épidémie de choléra), les Haïtiens ont voté. C'est la population qui malgré tout a dû se mobiliser pour chasser du pouvoir l'oligarchie corrompue. Suite aux fraudes et à la tentative présidentielle d'imposer au 2e tour son futur beau-fils, plusieurs journées de grèves ont été décrétées. Le processus est toujours bloqué, mais les Etats-Unis et la France ont dénoncé la fraude et soutenu - une fois n'est pas coutume - la volonté populaire de s'en sortir. Sans cette sortie politique de la corruption, il est impossible de lancer un plan de reconstruction.



Dans cet imbroglio, Haïti paie aussi le prix fort des jeux géopolitiques régionaux. Malheureusement, dans ce contexte, les choix stratégiques des puissances latino-américaines émergentes sont désastreux. La volonté de contrer l'influence étatsunienne l'emporte de loin sur une analyse objective des besoins de la population haïtienne. L'OEA s'est empressée de valider les résultats de la mascarade électorale de novembre 2010 et a continué de soutenir la solution du Président Préval. Quant à l'Onu, pris dans le même jeu

géopolitique, il s'est totalement discrédité face à la population, en étant maintenant identifié par les experts comme la source probable de l'épidémie cholérique. En cause, la négligence dans l'évacuation des déchets d'une base de soldats népalais dans l'Artibonite mettant en cause un contrat de sous-traitance avec une firme liée à l'épouse du président sortant.

On s'aperçoit ainsi que la volonté de mettre entre parenthèses la question politique pour apporter des solutions technico-humanitaires est un miroir aux alouettes. Ce miroir est d'autant plus dangereux que lorsque la corruption n'est pas traitée, elle entraîne un phénomène de mimétisme institutionnel. Toutes les institutions entrantes sont obligées d'adapter leurs comportements et finissent par alimenter la machine qui est à la source du chaos qu'elles sont censées éliminer...

Une fois de plus, il a fallu le sursaut d'un peuple exsangue, rallié derrière un candidat improbable, le chanteur Michel Martelly, mais dont la marque de fabrique est l'indépendance par rapport au système politique traditionnel et l'indépendance financière pour ouvrir une brèche vers une solution. Mais cette transition (la 6e depuis la chute de Duvalier en 1986) ne fera que relancer les problèmes puisqu'aucun projet politique fort n'accompagne ce mouvement et que tout reste à négocier pour une reconstruction durable et éthiquement viable.

Contenus Sponsorisés

PUBLICITÉ

Toute l'actualité en vidéo - Dominique Strauss-Kahn revie

Santé Actuelle

Prostate : un expert français révèle un truc simple pour la soulager

(https://www.sante-
actuelle.com/006_psl_obr_ecd_pxr/?
urlBdc=https://paiement-
securise.biovancia.com/PXR-
202042311435120&salescode=C 20

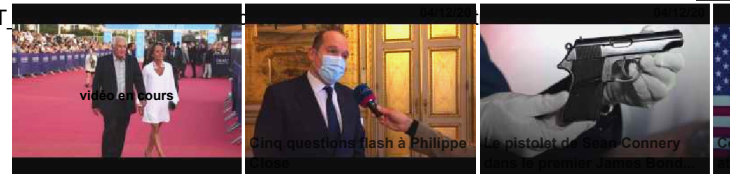
CleanShield

Ce masque de protection transparent a envahi le monde. L'idée est géniale

(https://staleance-
alawants.icu/46477549-7bd3-4efc-
9ee5-e29ad77d2f19?
ad_title=Ce+masque+de+protection+ti
12 VD PXRBOGO136BCL 02 NAT



9e+est+q%C3%A9ni&publis



actu

Éric Dupond-Moretti : déjà un départ après 3 mois seulement

(<https://www.gala.fr/actu/news-de-jean-dupond-moretti-deja-un-depart-apres-3-mois-seulement> 457003

Les top vidéos du moment

Le jour où Lady Di a été surprise nue par des ouvriers !

(https://www.gaia.fr/~actu/news_de_star.asp?id=457003) (<https://www.onmymag.com/people/nadya-dupond-moretti-deja-un-depart-apres-3-mois-seulement-457003?ref=article>)

```
utm_source=outbrain&utm_medium=cpc&utm_term=$path.$page.$url.$section_name&utm_content=%C3%89ric+Dupond-  
Moretti%C2%A03A+d%C3%A9j%C3%A0+source=Q3%ABautman%03%ABactive&utm_campaign=utbraicadesktop&obGablancaddesktop_desktop&ob
```

A lire également